

MARCHE N° 2025-01-ACHATCAMERAS

## ACQUISITION DE 2 CAMERAS DE CINEMA NUMERIQUE

### *Composition du dossier de consultation :*

- *Règlement de la consultation ;*
- *Acte d'engagement ;*
- *Cahier des clauses particulières ;*
- *Document tarifaire (DPGF/BPU).*

<p><b>CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)</b></p>
--

Date limite de remise des plis : **6 mars 2025 à 17 h 00**

Date d'envoi à la publicité : **6 février 2025**

## **SOMMAIRE**

1	PRESENTATION DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES .....	3
2	DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC .....	4
3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC .....	10
4	DEFINITION DES INTERVENANTS .....	10
5	PRIX ET REGLEMENT DU MARCHE.....	12
6	OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION ET MISE EN SERVICE .....	14
7	PENALITES .....	14
8	SOUS-TRAITANCE .....	15
9	RESPONSABILITE ET ASSURANCES .....	16
10	CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES.....	16
11	DOCUMENTS A REMETTRE TOUS LES 6 MOIS .....	18
12	EXECUTIONS COMPLEMENTAIRES .....	19
13	MISE EN DEMEURE, RESILIATION.....	19
14	LITIGES .....	20
15	DEROGATIONS AU CCAG .....	20

## 1 PRESENTATION DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est **l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son (La Fémis)**, établissement public de l'État à caractère industriel et commercial sous tutelle du ministère de la Culture et du CNC, représentée par sa directrice générale Madame Nathalie COSTE CERDAN.

### 1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet :

- Acquisition de 2 caméras de cinéma numérique
- La maintenance des matériels effectuée à cette occasion pendant la durée de garantie

### 1.3 Procédure, forme et montants du marché

Le présent marché public est :

- Mono-attributaire ;
- Exécuté à prix global et forfaitaire
- Les montants du marché sont les suivants :

Montants du contrat	
Montant du budget estimé pour cette acquisition :	100 000 € HT

### 1.4 Durée du marché

En ce qui concerne l'acquisition de 2 caméras de cinéma numérique, les prestations du présent marché débutent à compter de la date de notification et jusqu'à la fin de la période de garantie. La date de notification correspond à la date de réception par le titulaire, de la copie du présent marché, signée par l'École.

## 2 DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

### 2.1 Situation actuelle des caméras de cinéma numérique à l'école de la FEMIS

Actuellement, l'École est équipée de quatre caméras de cinéma numérique, une Arri Alexa classic, une Arri Alexa 4/3, une Arri mini LF et une Arri 35. Ces caméras sont exclusivement utilisées par les étudiants en fin de cursus pour leurs travaux de fin d'études. L'école souhaite renforcer son parc de camera par des modèles répondant aux standards actuels, correspondant au mieux aux caméras les plus fréquemment utilisées sur les tournages de films ou de séries télévisées par les professionnels du cinéma.

L'objectif de cet appel d'offres est donc pour l'École d'acquérir 2 nouvelles caméras et leurs accessoires.

### 2.2 Objectif du projet

Le projet a pour objet l'acquisition de deux caméras de cinéma numérique avec un capteur full frame et de ses accessoires, un enregistreur Raw, Un système pour déporter le capteur du corps de la caméra.

### 2.3 Périmètre du projet

#### Caractéristiques techniques attendue pour les deux cameras

Les 2 caméras devront être identiques et équipées avec un capteur Full frame et de leurs accessoires.

Les caméras devront avoir entre autres les caractéristiques suivantes :

1. Proposer un format de capture adaptatif :
  - a. De Full Frame (24x36 ou supérieur) à 16:9 et 17:9 S35 4K.
  - b. Format super 35 impératif
  - c. Un mode Anamorphique
  - d. La monture PL est demandée, mais une monture universelle type "photo" permettant l'utilisation de tous adaptateurs pour tous type d'optiques, sera appréciée
2. Rapidité opérationnelle :
  - a. Un système de filtre neutre motorisé est demandé, avec idéalement 8 positions de ND de 0,3 (eq 1 diaph) à 2,4 (eq 8 diaph).
  - b. La sensibilité du capteur devra être adaptable en haute et basse lumière de type Dual ISO.
  - c. La caméra devra être de conception modulaire, afin d'être portée à l'épaule. Le poids du corps de cette camera devra être inférieure à 4 kg

3. Consommation :
  - a. La sobriété en énergie de la caméra sera prise en compte dans le choix, non seulement pour son autonomie opérationnelle, mais aussi pour son impact environnemental. (Cible 60 watts, en tournage en format d'enregistrement standard)
  - b. La haute sensibilité de la caméra (ISO) devra permettre l'économie de consommation électrique pour la lumière
4. Média-Support d'enregistrement
  - a. Un média d'enregistrement répondant aux standards de l'industrie donc largement distribué est demandé (de style SxS ou AXM)
  - b. Un service de récupération des contenus en cas d'incident de tournage sera apprécié
  - c. L'enregistreur Raw couplé à la caméra sera capable d'enregistrer en 16 bit linéaire a minima, soit 280 000 milliards de nuances de couleurs enregistrables et 1 milliard en Log
  - d. L'enregistrement en RAW se fera grâce à un enregistreur couplé faisant corps avec la caméra.
5. Workflow-Processus de travail
  - a. La caméra sera capable de charger des LUT de tournage et de les afficher dans le viseur et sur les sorties vidéos
  - b. Un codec d'enregistrement 4K est demandé.
  - c. La caméra sera capable d'enregistrer l'image avec LUT ou sans LUT.
6. Connectiques & périphériques :
  - a. Un viseur Oled robuste et avec réglage intégré de dioptrie
  - b. Un Genlock in
  - c. Des sorties 12G-SDI et HDMI
  - d. V-Lock en standard, pour alimentation par batteries V-Mount.
  - e. Alimentation externe, en plus des batteries
  - f. Prise casque audio, haut-parleur, 2 entrées XLR3 sur le corps caméra.

**Caractéristiques techniques attendue pour l'enregistreur raw**

Il est demandé un seul enregistreur Raw (et non pas deux)

Cet enregistreur doit :

1. Formats d'enregistrement :
  - a. 16-bit RAW : permet un enregistrement non compressé en résolution 6K et 4K.
  - b. Un format de compression plus léger que le RAW, mais qui conserve une large plage dynamique, idéal pour les workflows haut de gamme.
2. Résolutions et fréquences d'images :
  - a. Enregistrement en :
    - i. 6K 3:2 (6048 x 4032): 23.98p, 24p, 25p, 29.97p, 50p, 59.94p
    - ii. 4K (4096 x 2160)
    - iii. et 2K

- b. Prise en charge de fréquences d'images élevées (jusqu'à 120 fps en 4K RAW et 240 fps en 2K RAW), ce qui est parfait pour les prises de vue au ralenti.
- 3. Double emplacement pour carte :
  - a. Deux emplacements pour les cartes d'enregistrement, permettant l'enregistrement continu.
- 4. Enregistrement en cache :
  - a. Fonction de cache d'enregistrement jusqu'à 30 secondes, ce qui permet de capturer des événements imprévus en stockant quelques secondes d'enregistrement en continu avant le déclenchement de l'enregistrement proprement dit.
- 5. Support d'enregistrement Raw
  - a. 6 cartes de 512GB minimum sont demandées. Compatible avec l'enregistreur Raw fourni, l'enregistrement à 6K 60fps en Raw doit être possible

#### **Caractéristiques techniques attendue pour le système de départ du capteur et du corps de la camera**

Il est demandé un système de départ

1. Le système d'extension spécifiquement conçu pour le modèle de caméra permettra de séparer le bloc capteur de la caméra et de l'éloigner jusqu'à 12 mètres du corps de la caméra, sans perte de qualité d'image et sans limite de performance de la caméra
2. Ce système pourra être installé et désinstallé en tournage par un assistant entraîné comme pour un autre accessoire caméra
3. Il sera nécessaire lors de tournages complexes, par exemple lors d'utilisation de grue, steadicam ou motion-control.
4. Pour des questions de poids il est important de séparer le capteur de la caméra pour obtenir des angles de prise de vue spécifiques.

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **2.4 Prestations associées : livraison, garantie**

Les prestations associées ne portent que sur la livraison et la garantie des caméras. Il est à noter qu'il n'est pas prévu de reprise du matériel existant.

Conformément à son offre, le titulaire assure des prestations de garantie comprenant notamment

- La garantie contractuelle du constructeur
- L'attestation de bon fonctionnement

La durée minimale de la garantie correspondra à la garantie légale habituelle pour ce type de matériel. Le point de départ du délai de garantie est la date d'admission du matériel.

## **2.5 Conditions de livraison**

### **2.5.1 Délais de livraison**

Le titulaire s'engage à respecter le calendrier suivant, validé entre le titulaire et La Fémis.  
La livraison devra avoir été effectuée au plus tard le 31 mars 2025.

Le non-respect des délais pour lequel l'attributaire du marché s'engage donnera lieu à des pénalités dans les conditions prévues à l'article 8 du présent CCP.

#### **2.5.2 Lieu de livraison**

La livraison des matériels sera effectuée à l'adresse suivante :

La Fémis  
6, rue Francoeur  
75018 PARIS

La livraison et les prestations s'effectueront aux heures d'ouverture de l'école :  
Du lundi au jeudi de 9h à 18h et le vendredi de 9h à 17h.

Aucune livraison ou prestation ne peut avoir lieu sans prise de rendez-vous préalable auprès de :  
Monsieur Philippe Reinaudo  
Tél : 01.53.41.21.50  
Mail : p.reinaudo@femis.fr

La Fémis se réserve le droit d'habiliter une autre personne, sans que cela fasse l'objet d'un avenant.

Le titulaire doit, en tout état de cause, adapter les moyens à mettre en œuvre pour permettre la livraison ou sa prestation malgré les contraintes d'accès, de conditionnement et d'acheminement pouvant exister.

#### **2.5.3 Développement durable**

Le titulaire s'engage à réduire le nombre d'emballages à la source, poids/volume minimaux, ne pas utiliser de substances dangereuses et utiliser dans la mesure du possible des emballages à base de matériaux recyclés.

#### **2.5.4 Modalités de livraison**

Le titulaire est chargé :

- De l'expédition et du transport des colis ;
- De la livraison complète franco de port des colis au point de livraison (nos services ne sont pas habilités au déchargement de livraisons extérieures) ;
- De la gestion de la reprise et/ou de l'échange des produits non conformes ou abîmés ;
- De la gestion du remplacement des produits manquants.

Le titulaire sera responsable des avaries ou pertes qui surviendraient en cours de transport jusqu'à déchargement du matériel dans les emprises de La Fémis à l'adresse susvisée.

Les fournitures sont conditionnées et emballées de façon à supporter sans dommage les risques inhérents au transport. Elles sont transportées aux risques exclusifs du titulaire. Le matériel sera neuf et emballé d'origine. Lors de la livraison des matériels, une vérification sera effectuée à la réception des colis.

En cas de dysfonctionnement du matériel livré, le titulaire du marché doit être apte à réaliser immédiatement un premier diagnostic et être à même de gérer efficacement l'incident.

## **2.6 Prestations associées : garantie et maintenance**

Conformément à son offre, à compter de la date de mise en service, le titulaire assure des prestations de maintenance des caméras décrites au 2.3, comprenant notamment :

- La garantie contractuelle du constructeur du matériel et des pièces installées ;

### ***2.6.1 Garantie contractuelle***

La durée minimale de la garantie contractuelle du constructeur correspondra à la garantie légale habituelle pour ce type de matériel et ne peut en tout état de cause être inférieure à un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de mise en service du matériel.

Pendant la période de garantie contractuelle, le titulaire remplace à ses frais tout matériel installé dans le cadre des opérations au 2.3.

Le candidat veillera à mentionner dans son mémoire technique les délais de garantie contractuelle associés aux pièces installées, ainsi que les cas d'exclusion éventuels.

## **2.7 Conditions minimales des prestations de maintenance**

### ***2.7.1 Signalement des dysfonctionnements***

Le titulaire mettra à disposition une assistance téléphonique disponible aux plages d'ouverture de l'École : du lundi au jeudi de 9h à 18h et le vendredi de 9h à 17h.

Le titulaire mettra également à disposition de la Fémis un numéro d'urgence, permettant d'appeler le service support en dehors des plages d'ouverture de l'École.

### ***2.7.2 Lieu des prestations***

La prestation de maintenance sera effectuée à l'adresse suivante :

La Fémis  
6, rue Francoeur



75018 PARIS

Les prestations s'effectueront aux heures d'ouverture de l'école : du lundi au jeudi de 9h à 18h et le vendredi de 9h à 17h.

Les personnes habilitées à signaler auprès du titulaire des dysfonctionnements sont les personnes suivantes :

- Monsieur Philippe Reinaudo
  - Tél : 01.53.41.21.50
  - Mail : p.reinaudo@femis.fr
- Monsieur Olivier Kalonji
  - Tél : 01.53.41.21.60
  - Mail : o.kalonji@femis.fr

La Fémis se réserve le droit d'habiliter une autre personne, sans que cela fasse l'objet d'un avenant.

Le titulaire doit, en tout état de cause, adapter les moyens à mettre en œuvre pour permettre sa prestation malgré les contraintes d'accès, de conditionnement et d'acheminement pouvant exister.

### 3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le document tarifaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 voir note de bas de page : 1 (ci-après « CCAG-FCS ») ;
- Le mémoire technique du Titulaire ;
- Le questionnaire technique rempli par le Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par les pièces du marché listées ci-dessus et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces dernières qui seules font foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

### 4 DEFINITION DES INTERVENANTS

#### 4.1 Désignation des intervenants à la Fémis

La Fémis est donneur d'ordre pour les prestations objets du présent marché public.

La représentation de la Fémis est assurée par Madame Nathalie COSTE CERDAN, directrice générale, ou son (sa) délégataire.

M. Philippe REINAUDO, directeur technique, assurera le suivi technique du contrat.

En cas de modification de ces interlocuteurs, la Fémis s'engage à indiquer au titulaire, le nom de la ou des personne(s) chargée(s) du suivi technique du contrat au sein de l'établissement. L'habilitation de nouveau(x) représentant(s) sera réalisée sans avenant.

Selon l'objet de la demande, toute correspondance du titulaire, relative au présent contrat, sera transmise à l'une des adresses suivantes :

---

<sup>1</sup> consultable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

**Le suivi administratif** du contrat est assuré par la direction administrative et financière :

La Fémis  
Direction administrative et financière (DAF)  
6 rue Francoeur  
75018 Paris

**Le suivi financier** du contrat est assuré par le service financier, en lien avec M. Philippe Reinaudo, directeur technique :

La Fémis  
Direction administrative et financière (DAF)  
6 rue Francoeur  
75018 Paris

**Les dépenses** du contrat sont payées par l'Agent comptable de la Fémis :

La Fémis  
Agence comptable  
6 rue Francoeur  
75018 Paris

#### 4.2 Désignation des représentants du titulaire

L'opérateur économique attributaire du présent contrat est dénommé dans les pièces contractuelles en tant qu'« attributaire » ou « titulaire ». Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur le nom, la qualité et les fonctions des personnes ayant qualité pour le représenter une semaine avant leur intervention dans le cadre de l'exécution du contrat.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la Fémis par écrit et communiquer dans les plus brefs délais, un extrait Kbis mentionnant ce changement.

En cas de transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire, il ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la Fémis. Le titulaire doit en informer la Fémis dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat est cédé :

- ☐ Déclaration sur l'honneur conformément à l'article R.2143-3 du code de la commande publique ;
- ☐ Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant la souscription aux obligations sociales et fiscales ;
- ☐ Extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, (registre du commerce et des sociétés), un extrait D1, (répertoire des métiers), etc... ;
- ☐ Copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), en cas de redressement judiciaire ;
- ☐ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- ☐ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ☐ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ☐ Un RIB pour les coordonnées bancaires ;
- ☐ Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire ;

La cession du contrat acceptée par la Fémis fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du contrat au nouveau titulaire.

## 5 PRIX ET REGLEMENT DU MARCHÉ

### 5.1 Contenu des prix

Pour l'acquisition de 2 caméras de cinéma numérique, le prix est un prix global et forfaitaire.

Les prix s'entendent pour des matériels neufs, livraison comprise, et prestation de vérification, garantie comprise.

Les prix sont aussi réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement, de secrétariat, de reprographie, ainsi que la formation permanente des salariés, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix du marché sont exprimés hors T.V.A. et tiennent compte de la TVA en vigueur, et tiennent compte des approvisionnements, et des sujétions techniques indiquées au marché.

### 5.2 Détermination et variation des prix

Compte tenu de la durée d'exécution du marché, les prix sont fermes et non révisables.

### 5.3 Modalités de facturation

Pour le règlement des prestations, le titulaire établira sa/ses facture(s) à l'adresse suivante :

La Fémis – École nationale supérieure des métiers de l'image et du son  
Direction administrative et financière (DAF)  
6 rue Francoeur  
75018 Paris

Elle est établie en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'indiqué au marché ;
- Le numéro et la date du marché,
- Le numéro du bon de commande ou de l'engagement juridique, le cas échéant,
- La nature et la quantité des prestations,
- Les délais de réalisation,
- Le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC

Les modalités de règlement des prestations sont les suivantes :

- Soit paiement total après réalisation et mise en service complète des caméras ;
- Soit paiement selon avancement effectif des prestations et selon la ventilation du prix qui aura été fixé au sein du DPGF.

#### **Factures électroniques :**

Conformément aux articles L2192-1 à L2192-7 du Code de la commande publique, relatifs à l'obligation de la facturation électronique, le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique, selon les modalités ci-dessous.

Une plateforme dénommée « **Chorus Pro** » (<https://chorus-pro.gouv.fr/>) doit être utilisée pour le dépôt et la transmission des factures sous forme électronique.

Le titulaire devra utiliser les identifiants de la Fémis suivants, afin de transmettre sa facture sur Chorus Pro :

- Identifiant Fémis : 42150644500012
- Code service exécutant : pas de code service exécutant associé

Le titulaire renseignera sur Chorus Pro le numéro d'engagement juridique ou de bon de commande que la Fémis lui aura préalablement transmis.

#### **5.4 Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire**

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de ladite demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les dispositions applicables aux intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont celles fixées aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

### 5.5 Avance

Conformément à l'article R2191-3 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché ne prévoit pas de versement d'avance, dans la mesure où la livraison du matériel est demandée dans les deux mois.

## 6 OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION ET MISE EN SERVICE

Les opérations de vérifications sont réalisées dans les conditions ci-dessous.

La livraison sera suivie d'une recette technique dans les locaux de La Fémis. Elle est destinée à s'assurer de la bonne tenue des spécifications ainsi que du bon fonctionnement des matériels.

La Fémis dispose d'un délai d'un mois à compter de la recette technique pour faire connaître au titulaire ses réserves en cas de non-conformité des matériels.

Le titulaire répond alors aux réserves de la Fémis en corrigeant son matériel à ses frais.

La mise en service sera prononcée après la levée de toutes les réserves consécutives à cette recette technique.

## 7 PENALITES

### 7.1 Pénalités de retard

Par application des dispositions de l'article 14.1 du CCAG FCS, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et sur simple constatation par le pouvoir adjudicateur, le titulaire se verra appliquer, en cas de non-respect de la date limite d'achèvement des prestations tels que définis à l'article 2.5.1 les pénalités suivantes :

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

Commenté [PR1]: @Vincent FRANCOIS a déterminer ensemble

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Pour rappel les jours/heures ouvrées de la Fémis sont : Du lundi au jeudi de 9h à 18h et le vendredi de 9h à 17h.

## 7.2 Exonération et plafond des pénalités

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total hors taxes du marché.

# 8 SOUS-TRAITANCE

## 8.1 Désignation des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations relevant du contrat sous réserve du respect des articles L.2193-1 à L.2193-14, L.2393-1 à L.2393-15 et R.2191-45, R.2193-12, R.2193-13, R.2393-34 du Code de la commande publique.

Le titulaire s'engage notamment à présenter au pouvoir adjudicateur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation desdites prestations. Il présente également les conditions de paiement du sous-traitant, conformément au **modèle d'acte spécial en cas de sous-traitance (DC4)**, à envoyer via le profil acheteur (PLACE).

Outre les pièces nécessaires à l'analyse préalable tendant à accepter ou refuser le sous-traitant (présentation des capacités techniques et économiques telles que demandées par le pouvoir adjudicateur lors de la mise en concurrence initiale), le titulaire transmet :

- ☐ Déclaration sur l'honneur conformément à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- ☐ Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant la souscription aux obligations sociales et fiscales ;
- ☐ Extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait Kbis, (registre du commerce et des sociétés), un extrait D1, (répertoire des métiers), etc... ;
- ☐ Copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), en cas de redressement judiciaire ;
- ☐ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;

- ☐ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ☐ Un RIB pour les coordonnées bancaires ;

Le titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché public a pu faire l'objet ne fait pas obstacle à paiement direct du sous-traitant. Le titulaire retourne à la Fémis l'exemplaire unique délivré par la Fémis pour annotation.

Ce sous-traitant ne pourra intervenir qu'après signature par la Fémis de l'acte de sous-traitance.

## **8.2 Paiement des sous-traitants**

La signature de la facture par le titulaire<sup>2</sup> vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer. Le titulaire joint à la facture une attestation indiquant la somme à régler par la Fémis à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la T.V.A.

Les dispositions énoncées à l'article 6.6 du présent CCP sont applicables aux sous-traitants.

## **9 RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

Le titulaire est responsable de l'ensemble des préjudices de toutes nature qui pourraient être causés à toutes personnes ou à tous biens, appartenant à la Fémis ou à des tiers, du fait des prestations objet du contrat et de sa présence sur le site, soit de lui-même, soit de son personnel, soit des tiers agissant pour son compte, soit de ses fournisseurs, soit des choses dont il a la garde.

Le titulaire justifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle concernant l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent marché public. Le titulaire justifie que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels, les dommages immatériels.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant à la Fémis qu'à tout tiers dans l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage à communiquer à la Fémis une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la garantie et ce avant tout commencement d'exécution du contrat.

## **10 CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES**

---

<sup>2</sup> Ou le mandataire en cas de groupement.



## 10.1 Confidentialité

Le titulaire qui a reçu communication ou a pu observer à titre secret ou confidentiel des renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objet quelconque appartenant à l'organisme, est tenu de maintenir secrètes ou confidentielles ces informations et ne pas les communiquer oralement ou par écrit, ni remettre des documents à des personnes étrangères à l'organisme et à des personnes de l'organisme qui n'ont pas à en connaître (c'est-à-dire des personnes non en charge du marché).

En cas de violation de cette obligation de confidentialité, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur.

Le titulaire se porte garant que son personnel ou que les éventuelles entreprises sous-traitantes placés sous sa responsabilité respectent cette clause.

## 10.2 Données personnelles

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, le titulaire s'engage à :

- Garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, confidentialité, d'intégrité et de sécurité des données, et notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès en :
  - Prenant toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées,
  - Limitant l'accès aux données à un nombre restreint de personnes spécialement habilitées à cet effet, titulaires d'un mot de passe,
  - Respectant son obligation de sécurité et de confidentialité à l'occasion de toute opération de maintenance ou de télémaintenance réalisée au sein de ses locaux ; A ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
  - Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat,
  - Procéder en fin de contrat à la restitution ou destructions des données, fichiers informatisés ou manuels figurant sur tout support, Apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels et techniques permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité, d'intégrité et de sécurité résultant du précédent engagement,
  - Coopérer avec la Fémis (ou autre dans toutes circonstances mettant en jeu son obligation de secret, confidentialité et de sécurité,
  - Et ce, afin que la Fémis en tant que Responsable de traitement dispose des informations lui permettant de veiller au respect de ses obligations.

Les traitements de données à caractère personnel devront s'effectuer sur le territoire français et ne pourront en aucun cas être mis en œuvre dans un pays hors de l'Union européenne ou dans

un pays n'ayant pas un niveau de protection adéquat reconnu par le Groupe Article 29 et la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

La Fémis se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtra utile pour constater le respect d'obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect de dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du Code Pénal.

La Fémis pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de non-respect des dispositions précitées.

## **11 DOCUMENTS A REMETTRE TOUS LES 6 MOIS**

### **11.1 Documents exigibles au titre du code du travail**

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail, le titulaire doit remettre à la Fémis tous les six (6) mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

#### 1° S'il est établi en France (article D.8222-5 du code du travail)

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de six (6) mois émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires
- Un extrait KBIS de moins de trois mois (ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle mentionnant le nom, dénomination sociale, adresse et numéro d'immatriculation au RCS ou répertoire des métiers)
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du travail.

#### 2° S'il est établi à l'étranger (article D 8222-7 du Code du travail)

- En cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification. Si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification, il joint un document mentionnant son identité et son adresse, ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale.

- Un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de ses sous-traitants éventuels.

Le Titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

La Fémis  
Direction administrative et financière  
6 rue Francoeur  
75018 PARIS

### **11.2 Attestation d'assurance**

Celle-ci ayant déjà été remise préalablement à la notification du présent contrat, le titulaire n'est pas tenu de fournir dans les quinze (15) jours suivant la notification du présent contrat l'attestation d'assurance visée audit article. Toutefois, le titulaire remet à la Fémis, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par sa compagnie d'assurance.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, la Fémis peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## **12 EXECUTIONS COMPLEMENTAIRES**

La Fémis se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## **13 MISE EN DEMEURE, RESILIATION**

En complément du Chapitre 7 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au présent contrat à tout moment et, sauf mise en œuvre d'une indemnité liée aux frais et investissements engagés par le titulaire et interprétée dans des conditions similaires à celles fixées à l'article 42§2 du CCAG-FCS, sans aucune autre forme d'indemnité.

En complément de l'article 41 du CCAG-FCS, et de manière équivalente aux dispositions fixées aux articles 39.2 et 39.3 du CCAG-FCS, il est précisé qu'aucune indemnité ne sera reconnue au bénéficiaire du titulaire lors d'une résiliation pour faute.

Par ailleurs, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général ne donne lieu à aucune indemnisation forfaitaire au bénéficiaire du titulaire. Cette résiliation pour motif d'intérêt général sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 42 du CCAG-FCS.

Quelle que soit sa forme, sa motivation, ou son fondement juridique, toute décision de résiliation du présent contrat est expresse et notifiée au titulaire. Cette résiliation prend effet à la date fixée dans ladite décision ou, à défaut de date mentionnée, à la date de sa notification.

Le cas échéant, en cas de désaccord sur le montant d'une indemnité due, l'article R.2191-31 du Code de la commande publique s'applique de plein droit.

En outre, en application de l'article 45.1 du CCAG-FCS et selon les conditions de mise en œuvre prévues, la Fémis se réserve la possibilité de procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

## **14 LITIGES**

En cas de litige, le Tribunal administratif de Paris sera seul compétent.

## **15 DEROGATIONS AU CCAG**

L'article 2.5.1 du présent CCP déroge à l'article 13.3 CCAG FCS 13.3

L'article 3 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'article 13 du présent CCP déroge aux articles 39 et 42 du CCAG-FCS.